

Nations Unies
ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE

QUARANTE-TROISIÈME SESSION

Documents officiels*



DEUXIÈME COMMISSION
44e séance
tenue le
mercredi 23 novembre 1988
à 15 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 44e SEANCE

Président : M. NAVAJAS MOGRO (Bolivie)

SOMMAIRE

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (suite)

POINT 82 DE L'ORDRE DU JOUR : DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE (suite)

b) COMMERCE ET DEVELOPPEMENT (suite)

POINT 84 DE L'ORDRE DU JOUR : ACTIVITES OPERATIONNELLES POUR LE DEVELOPPEMENT (suite)

POINT 86 DE L'ORDRE DU JOUR : ASSISTANCE ECONOMIQUE SPECIALE ET SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE (suite)

b) PROGRAMMES SPECIAUX D'ASSISTANCE ECONOMIQUE (suite)

POINT 148 DE L'ORDRE DU JOUR : SAUVEGARDE DU CLIMAT, PATRIMOINE COMMUN DE L'HUMANITE (suite)

*Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.2/43/SR.44
29 novembre 1988

ORIGINAL : FRANCAIS

88-57365 63450 (F)

/...

12P

La séance est ouverte à 15 h 15.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (suite)
(A/C.2/43/L.18*, L.21)

Projet de résolution A/C.2/43/L.18* intitulé "Décennie des transports et des communications en Afrique"

1. M. FERNANDEZ (Philippines), Vice-Président de la Commission, recommande à la Deuxième Commission, à l'issue de consultations officieuses, d'adopter le projet de résolution A/C.2/43/L.18* par consensus, sous réserve d'une modification à apporter à l'avant-dernière ligne du paragraphe 3, où il convient d'ajouter après "l'Assemblée générale" les termes ", par l'intermédiaire du Conseil économique et social,".
2. M. RWAMBUYA (Division de la planification des programmes et du budget) fait observer que le Conseil économique et social, à l'alinéa c) du paragraphe 1 de sa résolution 1988/67, note qu'il faudrait prévoir une période préparatoire de deux ans entre la fin de la première Décennie et le début de la deuxième. Il s'agira donc essentiellement en 1989 et en 1990 de préparer les programmes pour la Décennie, et notamment d'identifier les projets et les profils de projets. On envisage à cette fin de mettre au point un projet de coopération technique qui sera dirigé par un coordonnateur de projet et réunira des experts et consultants de haut niveau ainsi que des fonctionnaires chargés de l'appui administratif pour une période de deux ans. Ce projet, dont le coût est estimé à environ 2,5 millions de dollars, doit être financé par le PNUD et la BAFD. Il n'aura donc pas d'incidences sur le budget-programme.
3. Le projet de résolution A/C.2/43/L.18*, tel qu'il a été modifié oralement, est adopté par consensus.
4. M. PAPADATOS (Grèce), s'exprimant au nom des Etats membres de la Communauté européenne, tient, après le vote, à faire observer que la Commission est également saisie à la session en cours de propositions figurant dans le document A/C.2/43/L.2 relatif à des principes directeurs concernant les décennies internationales. Dans le cadre des modalités de la proclamation des décennies internationales, il est recommandé, à l'alinéa b) du paragraphe 11 de ce document, de prendre les dispositions nécessaires pour garder en mémoire et appliquer aux fins de la deuxième Décennie les connaissances et l'expérience acquises pendant la première Décennie. Les Etats membres de la Communauté économique européenne attachent à cette recommandation une importance particulière. Ils espèrent donc que le Secrétariat veillera dorénavant à ce que les analyses nécessaires soient effectuées et que leurs conclusions soient prises en compte lors de la planification de la deuxième Décennie des transports et des communications en Afrique.

/...

Projet de décision A/C.2/43/L.21 intitulé "Revitalisation du Conseil économique et social"

5. M. FERNANDEZ (Philippines), Vice-Président de la Commission, est heureux d'annoncer que les consultations officieuses ont permis de parvenir à un accord sur le projet de décision A/C.2/43/L.21, qui est maintenant présenté à la Deuxième Commission pour être adopté sans vote.

6. M. RWAMBUYA (Division de la planification des programmes et du budget) précise que les activités qu'entraînera l'application de la résolution 1988/77 du Conseil économique et social pourront être mises en oeuvre à l'aide des crédits ouverts au budget ordinaire, complétés par des fonds extra-budgétaires. Pour que le Conseil puisse, conformément aux alinéas k) et l) de la rubrique "Méthodes de travail et organisation des travaux" de sa résolution 1988/77 élire son président et son bureau et examiner son projet de programme de travail avant sa session d'organisation, trois réunions seront nécessaires. Le coût de ces réunions n'a pas encore été fixé mais, si celles-ci se tenaient en janvier, il serait financé par les ressources existantes et une partie pourrait être couverte par les économies qui pourraient résulter du raccourcissement de la session d'organisation. Le projet de décision A/C.2/43/L.21, s'il était adopté, ne nécessiterait donc pas l'ouverture de crédits additionnels au budget ordinaire.

7. Le projet de décision A/C.2/43/L.21 est adopté par consensus.

8. M. ELGHOUAYEL (Tunisie), s'exprimant au nom du Groupe des 77, se félicite de l'adoption par consensus du projet de décision. Le Groupe des 77 considère en effet que l'application des recommandations contenues dans ce projet ainsi que des décisions que le Conseil économique et social prendra à sa session d'été de 1989 permettra de jeter les bases d'un processus efficace de réforme des secteurs économique et social.

POINT 182 DE L'ORDRE DU JOUR : DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE (suite)

b) COMMERCE ET DEVELOPPEMENT (suite) (A/C.2/43/L.47, L.52, L.54, L.66)

Projet de résolution A/C.2/43/L.47 intitulé "Transfert inverse de technologie"

9. M. OTOBO (Nigéria), Vice-Président de la Commission, dit que le projet de résolution à l'étude a fait l'objet d'un accord au cours des consultations officieuses et recommande donc à la Deuxième Commission de l'adopter par consensus.

10. Le projet de résolution A/C.2/43/L.47 est adopté par consensus.

Projet de résolution A/C.2/43/L.52 intitulé "Embargo commercial à l'encontre du Nicaragua"

11. M. OTOBO (Nigéria), Vice-Président de la Commission, dit qu'il a été impossible de se mettre d'accord lors des consultations officieuses sur le projet de résolution A/C.2/43/L.52, qu'il soumet donc à la décision de la Deuxième Commission.

/...

12. M. CAHILL (Etats-Unis d'Amérique) déplore que les résultats louables obtenus jusqu'à présent par la Deuxième Commission soient compromis par l'insistance que met le Nicaragua à introduire dans le débat économique un projet de résolution politique, et qui plus est partial et unilatéral, sur la question de ses échanges avec les Etats-Unis. Ni la Charte des Nations Unies ni le droit international n'interdisent aux Etats de protéger leur sécurité en déterminant leurs relations commerciales bilatérales. M. Cahill tient à faire observer qu'à la présente session, la délégation américaine n'a pas lié le vote d'autres pays sur la question de l'embargo à son propre vote sur toute autre résolution, et ceci dans un esprit de conciliation. C'est favorable à un tel esprit, dont le projet de résolution en question ne s'inspire certainement pas, que la délégation américaine espère que la Commission n'aura plus désormais à perdre ainsi le temps précieux qu'elle pourrait consacrer à des fins autrement plus utiles.

13. M. BEN MOUSSA (Maroc) dit que, n'ayant toujours pas reçu d'instructions de son gouvernement, il ne participera pas au vote. Il précise toutefois que le Maroc s'oppose, par principe, à l'adoption de toute mesure coercitive contre les pays en développement. Il espère que le nouveau Gouvernement américain trouvera une solution durable et satisfaisante pour tous à ce problème et que c'est la dernière fois que la Deuxième Commission aura à examiner un tel projet de résolution.

14. Il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution A/C.2/43/L.52.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Barbade, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Chine, Colombie, Congo, Cuba, Danemark, Djibouti, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Ethiopie, Fidji, Finlande, Ghana, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Jamahiriya arabe libyenne, Koweït, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malaisie, Malawi, Mali, Mexique, Mongolie, Mozambique, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Sao Tomé-et-Principe, Soudan, Suède, Suriname, Swaziland, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique, Israël.

/...

S'abstiennent : Allemagne, République fédérale d', Arabie saoudite, Bahreïn, Belgique, Brunéi Darussalam, Canada, Chili, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Egypte, El Salvador, France, Guatemala, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Liban, Luxembourg, Malte, Népal, Oman, Pays-Bas, Portugal, République centrafricaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Tchad, Togo, Tunisie, Turquie, Yémen, Zaïre.

15. Par 85 voix contre 2, avec 38 abstentions, le projet de résolution A/C.2/43/L.52 est adopté.

16. M. ASTAFIEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), intervenant également au nom de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Mongolie, de la Pologne, de la République démocratique allemande, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine et de la Tchécoslovaquie, dit avoir voté pour le projet de résolution, convaincu qu'il est inadmissible de recourir à des mesures économiques pour exercer des pressions politiques. C'est là la position de principe des pays susmentionnés, qui demeure inchangée.

Projets de résolution A/C.2/43/L.54 et A/C.2/43/L.66 intitulés "Deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés"

17. M. OTOBO (Nigéria), Vice-Président de la Commission, dit que le projet de résolution A/C.2/43/L.66 a fait l'objet d'un accord lors des consultations officielles et recommande donc à la Commission de l'adopter par consensus.

18. Le projet de résolution A/C.2/43/L.66 est adopté par consensus.

19. Le PRESIDENT déclare que, le projet de résolution A/C.2/43/L.66 ayant été adopté, il considérera que le projet de résolution A/C.2/43/L.54 est retiré par ses auteurs.

20. Il en est ainsi décidé.

POINT 84 DE L'ORDRE DU JOUR : ACTIVITES OPERATIONNELLES POUR LE DEVELOPPEMENT (suite) (A/C.2/43/L.43)

Projet de résolution A/C.2/43/L.43 intitulé "Troisième reconstitution des ressources du Fonds international de développement agricole"

21. M. BAGBENI (Zaïre), s'exprimant au nom des Etats africains, dit qu'à la suite de consultations avec les autres groupes régionaux, notamment le Groupe des 77, l'essence même du projet de résolution A/C.2/43/L.43 a été considérée dans un autre projet de résolution, beaucoup plus global. Ses auteurs demandent donc le retrait du projet de résolution A/C.2/43/L.43.

22. Le projet de résolution A/C.2/43/L.43 est retiré par ses auteurs.

/...

POINT 86 DE L'ORDRE DU JOUR : ASSISTANCE ECONOMIQUE SPECIALE ET SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE (suite) (A/C.2/43/L.37/Rev.1, L.41/Rev.1)

Projet de résolution A/C.2/43/L.37/Rev.1 intitulé "Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles"

23. M. FERNANDEZ (Philippines), Vice-Président de la Commission, dit que les consultations officielles ont abouti à l'établissement d'un texte révisé qui a fait l'objet d'un accord. Il recommande donc à la Commission d'adopter le projet de résolution révisé par consensus.

24. Le PRESIDENT indique que la Tchécoslovaquie s'est portée coauteur du projet de résolution A/C.2/43/L.37/Rev.1.

25. Le projet de résolution A/C.2/43/L.37/Rev.1 est adopté par consensus.

26. M. ELGHOUAYEL (Tunisie), s'exprimant au nom du Groupe des 77, souligne le caractère mobilisateur exceptionnel de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles, dont témoigne le nombre record de pays qui se sont portés coauteurs du projet de résolution A/C.2/43/L.37/Rev.1, et il espère que les autres résolutions qui sont encore au stade des consultations officielles bénéficieront de la même bonne volonté. Il félicite tous ceux qui ont contribué à l'obtention d'un consensus et encourage vivement le Secrétaire général de l'ONU et le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale à tout mettre en oeuvre pour que l'ONU devienne un centre international pour l'échange d'informations et pour la coordination des efforts internationaux en faveur des objectifs de la Décennie.

27. Le Groupe des 77 sera attentif aux prochaines réunions du Groupe international d'experts visant à assurer les derniers préparatifs de la Décennie et souhaiterait qu'une attention particulière soit accordée au péril acridien. Le Groupe des 77 sera aussi attentif à la configuration souhaitée pour les comités nationaux de prévention des catastrophes naturelles afin d'en faire des instruments efficaces. Enfin, le Groupe des 77 place beaucoup d'espoirs dans la mise en oeuvre effective de la Décennie, dernière décennie du siècle et du millénaire, pour le plus grand profit de l'humanité et du monde en développement en particulier.

28. M. TANIGUCHI (Japon) dit que l'adoption par consensus du projet de résolution A/C.2/43/L.37/Rev.1 est très encourageante, et il rend hommage à ceux qui ont permis l'obtention de ce consensus. Il se félicite également de l'attitude très favorable de certains pays développés, jugeant indispensable la coopération des pays développés et des pays en développement dans une entreprise aussi importante. La délégation japonaise est convaincue que de tels efforts concertés au sein de la Deuxième Commission créeront un climat propice à la revitalisation des travaux de la Commission. Elle continuera quant à elle d'oeuvrer avec les autres membres de la Commission au succès de la mise en oeuvre de la Décennie.

29. M. BIHAMIRIZA (Burundi) annonce que sa délégation se porte coauteur du projet de résolution A/C.2/43/L.37/Rev.1.

/...

Projet de résolution A/C.2/43/L.41/Rev.1 intitulé "Stratégie internationale de lutte contre l'infestation acridienne, en particulier en Afrique"

30. M. FERNANDEZ (Philippines), Vice-Président de la Commission, dit qu'il a organisé des consultations officieuses sur le projet de résolution L.41. Il remercie les membres qui ont consacré beaucoup de temps à la mise au point de ce projet, et en recommande l'adoption par consensus.

31. M. BEN MOUSSA (Maroc) annonce que Malte et la Thaïlande se sont joints aux auteurs du projet de résolution et aurait souhaité que le nom des 12 pays membres de la Communauté européenne eût figuré en toutes lettres.

32. Le projet de résolution A/C.2/43/L.41/Rev.1 est adopté par consensus.

33. M. BAGBENI (Zaïre), prenant la parole au nom du Groupe africain, exprime la satisfaction de l'Afrique à la suite de l'adoption par consensus du projet de résolution. Le fait que celui-ci compte 122 coauteurs témoigne de l'appui massif de la communauté internationale et atteste la solidarité des membres du Groupe des 77 de toutes les régions. Il y a lieu d'observer aussi que la Chine, alliée traditionnelle du monde en développement et de l'Afrique, plusieurs pays socialistes et des pays développés se sont joints aux auteurs du projet. La présence parmi ceux-ci des Etats membres de la Communauté européenne est un message politique qui est bien reçu par le Groupe africain. Une telle "union sacrée" montre que les pays africains sont désormais bien compris dans leur détermination de conjurer le péril acridien. Face aux menaces qu'il fait peser sur la production agricole et sur la réalisation des objectifs d'autosuffisance alimentaire, on comprend la profonde préoccupation du monde en développement et en particulier de l'Afrique, qui est actuellement la région la plus sinistrée. Le spectre de famines massives donne à craindre des déplacements transfrontaliers de population, avec leur habituel cortège de souffrances. Le péril acridien menace de réduire à néant les efforts entrepris par les pays touchés et risque aussi d'annuler les effets bénéfiques de l'assistance internationale. Le Groupe africain souhaite la mise en oeuvre complète et urgente de la résolution. La Stratégie de lutte anti-acridienne qui vient d'être adoptée renforce singulièrement la crédibilité de l'Organisation.

b) PROGRAMMES SPECIAUX D'ASSISTANCE TECHNIQUE (suite) (A/C.2/43/L.49)

Projet de résolution A/C.2/43/L.49 intitulé "Assistance spéciale aux Etats de première ligne"

34. M. FERNANDEZ (Philippines), Vice-Président de la Commission, signale qu'il n'a pas été possible de parvenir à un accord sur le projet de résolution A/C.2/42/L.49 au cours des consultations officieuses qu'il a présidées.

35. M. KAZEMBE (Zambie) annonce que les pays suivants se sont joints aux auteurs du projet de résolution : Afghanistan, Argentine, Autriche, Canada, Cuba, Danemark, Finlande, Islande, Mali, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande et Suède.

36. Il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution A/C.2/43/L.49.

/...

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Allemagne, République fédérale d', Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Djibouti, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchad, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Néant.

S'abstiennent : Etats-Unis d'Amérique.

37. Par 139 voix contre zéro, avec une abstention, le projet de résolution A/C.2/43/L.49 est adopté.

38. M. MAC ARTHUR (Etats-Unis d'Amérique) explique que les Etats-Unis se sont abstenus lors du vote car ils sont convaincus qu'aucune quantité d'aide extérieure pouvant être réalistement envisagée ne suffirait à protéger les Etats de première ligne des effets négatifs des mesures économiques prises par ou contre l'Afrique du Sud. Pour lutter contre l'apartheid, ce sont des mesures réalistes qui s'imposent. Les Etats-Unis d'Amérique sont, quant à eux, les premiers fournisseurs d'aide à l'Afrique australe; ils ont versé, en 1987, 277 millions de dollars aux Etats de première ligne, dont 50 millions de dollars à la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe.

39. M. KAZEMBE (Zambie) remercie, au nom des Etats de première ligne, les représentants qui ont voté pour le projet de résolution.

/...

POINT 148 DE L'ORDRE DU JOUR : SAUVEGARDE DU CLIMAT, PATRIMOINE COMMUN DE L'HUMANITE (suite) (A/C.2/43/L.17/Rev.1)

Projet de résolution A/C.2/43/L.17/Rev.1 intitulé "Protection du climat mondial pour les générations présentes et futures"

40. M. FERNANDEZ (Philippines), Vice-Président de la Commission, dit que les longues consultations officieuses qu'il a présidées ont permis de parvenir à un consensus sur le projet de résolution qu'il soumet à la Deuxième Commission pour adoption. Il remercie les nombreux représentants qui se sont dépensés sans compter pour que ce projet de résolution recueille l'assentiment général.

41. M. BORG OLIVIER (Malte) dit qu'en proposant l'inscription du point 148 à l'ordre du jour de l'Assemblée, son gouvernement invitait l'Organisation des Nations Unies à reconnaître qu'il fallait d'urgence protéger le climat mondial contre les effets de l'activité humaine. Le réchauffement mondial risque de menacer la vie sur la Terre si des mesures ne sont pas prises au plus tôt. Au milieu du siècle prochain, d'après les hypothèses scientifiques actuelles, la hausse de la température pourrait avoir de graves répercussions sur l'agriculture, la gestion des ressources en eau et certaines activités socio-économiques dépendant étroitement du climat. L'appauvrissement de la couche d'ozone est dû principalement aux chlorofluorocarbones. Le surcroît de rayonnement ultraviolet qui en résulte peut accroître l'incidence des cancers de la peau et des cataractes, porter atteinte à la vie végétale et réduire les rendements de certaines cultures agricoles. Une action à l'échelon mondial serait dans l'intérêt de l'humanité tout entière. On connaît encore mal les phénomènes entraînant des changements climatiques, et il importe donc d'entreprendre des recherches fondamentales pour mieux connaître tous les facteurs qui influent sur le fragile équilibre écologique.

42. Le texte dont est saisie la Commission est le fruit d'un soigneux travail de rédaction. Il expose un programme d'action prudemment réaliste mais néanmoins utile, qui sera développé avec le concours du Groupe intergouvernemental de l'évolution du climat.

43. M. BIRCH (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) dit qu'en adoptant le projet de résolution, la Deuxième Commission fera un geste d'une grande portée historique. L'augmentation croissante des gaz à effet de serre met en danger la vie telle qu'elle existe actuellement sur la Terre. Le projet de résolution offre une assise solide aux travaux approfondis actuellement entrepris par le Groupe intergouvernemental de l'évolution du climat avec le concours du PNUE et de l'OMM.

44. Remerciant le Gouvernement maltais de son initiative, le représentant du Royaume-Uni rappelle la préoccupation qu'inspirent à son gouvernement les dommages causés à l'environnement par les chlorofluorocarbones. Ceux-ci ne sont pas limités à la couche d'ozone puisqu'on pense désormais, d'après des données très récentes, que les chlorofluorocarbones pourraient être à l'origine d'au moins 30 % du réchauffement qu'occasionnera l'effet de serre d'ici le milieu du XXI^e siècle. A ce propos, il a été annoncé au Parlement britannique que le Premier Ministre

/...

(M. Birch, Royaume-Uni)

britannique et le Secrétaire d'Etat à l'environnement accueilleraient à Londres, en mars 1989, une grande conférence internationale sur les chlorofluorocarbones et la couche d'ozone. Cette conférence, à laquelle M. Tolba, Directeur exécutif du PNUD, offre son appui total, devrait avoir lieu au niveau ministériel.

45. M. ERI (Papouasie-Nouvelle-Guinée), parlant au nom des sept Etats Membres des Nations Unies qui sont également membres du Forum du Pacifique Sud, c'est-à-dire l'Australie, Fidji, les Iles Salomon, la Nouvelle-Zélande, le Samoa, Vanuatu et son propre pays, annonce que ces pays se portent coauteurs du projet de résolution.

46. La question de l'évolution du climat mondial est d'une grande importance pour les pays de la région du Pacifique Sud. Même si d'amples recherches scientifiques sont encore nécessaires sur de nombreux aspects de l'évolution du climat, la communauté internationale doit accorder la plus grande attention à cette question. Le projet de résolution montre que ce souci est partagé par de nombreux autres Etats. A la dix-neuvième réunion du Forum du Pacifique Sud, à Tonga, en septembre 1988, les 15 membres du Forum ont exprimé leur préoccupation devant les graves perturbations sociales et économiques qui résulteraient d'un changement climatique dans la région. En effet, plusieurs des pays insulaires sont composés d'atolls coralliens qui seraient submergés par une élévation même modeste du niveau des mers. Le projet de résolution est donc extrêmement important pour ces pays.

47. Mme APPLEWHAITE (Jamaïque) signale que sa délégation souhaite se porter coauteur du projet de résolution A/C.2/43/L.17/Rev.1.

48. M. UTHEIM (Norvège) dit que sa délégation souhaite également coparrainer le projet. Pour la Norvège, la protection du climat et de l'atmosphère est une question de première importance. Elle se félicite que le Gouvernement maltais ait demandé son inscription à l'ordre du jour de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale et exprime sa reconnaissance à l'Ambassadeur de Malte pour ses efforts fructueux. Sa position a été exposée devant l'Assemblée générale, en séance plénière. Le projet de résolution suggère un programme de travail satisfaisant pour les organisations internationales en vue de l'élaboration d'une future convention sur le climat. A cet égard, le Groupe intergouvernemental de l'évolution du climat aura un rôle crucial à jouer.

49. M. DASGUPTA (Inde) dit que le projet de résolution est dans une large mesure le fruit des efforts du Représentant permanent de Malte. Il reflète un équilibre délicat entre les diverses préoccupations qui ont été exprimées par plusieurs délégations au cours des consultations officieuses. La délégation indienne appuie sans réserve le projet dans son ensemble. C'est la raison pour laquelle elle souhaite figurer sur la liste des auteurs.

50. M. VALLENILLA (Venezuela) dit que sa délégation souhaite exprimer sa reconnaissance au Gouvernement maltais et plus particulièrement à l'Ambassadeur Borg Olivier pour avoir pris l'initiative de porter la question de la protection du climat à l'attention de l'Assemblée générale. Le projet de résolution marque le début d'un effort intensif pour essayer de sauvegarder le

/...

(M. Vallenilla, Venezuela)

climat. La délégation vénézuélienne a participé activement à son élaboration et continuera à collaborer pleinement à la recherche de solutions. Elle est convaincue que toutes les mesures qui seront prises à l'avenir seront compatibles avec le développement économique des pays en développement et la protection de leur environnement.

51. M. LABERGE (Canada) dit que sa délégation sait gré au Gouvernement et au Représentant permanent de Malte de leurs efforts et qu'elle souhaite se porter coauteur du projet de résolution. Il y a 20 ans, Malte avait déjà proposé de déclarer que la haute mer faisait partie du patrimoine commun de l'humanité; cette initiative a eu un grand impact sur les activités de la communauté internationale. Le projet en faveur de la protection du climat mondial s'inscrit dans cette tradition. Une action politique concertée est aujourd'hui tout à fait possible car les principaux problèmes sont suffisamment connus. Plusieurs initiatives ont été prises en 1988, parmi lesquelles on peut mentionner notamment la Conférence mondiale sur l'atmosphère en évolution, tenue à Toronto. La première réunion du Groupe intergouvernemental de l'évolution du climat a eu lieu récemment à Genève. On a évoqué plusieurs activités pour 1989, au niveau mondial ou régional. Du 20 au 22 février 1989, des juristes et des experts se réuniront à Ottawa pour examiner les dispositions d'une convention-cadre sur la protection de l'atmosphère, qui permettrait d'adopter ultérieurement des accords ou protocoles plus spécifiques. Cette réunion devrait contribuer à renforcer le droit international existant, tel qu'il découle de la jurisprudence. La codification du droit de la mer a montré comment on pouvait traduire les idées en actes. Ce précédent doit être une source d'inspiration pour les Etats Membres.

52. M. PINZON (Colombie) s'associe à ce qui a été dit sur la question proposée par Malte. Il tient à souligner la contribution importante de l'Ambassadeur des Philippines et le rôle essentiel joué par le Représentant permanent de Malte. Le projet de résolution A/C.2/43/L.17/Rev.1 est le fruit d'un dialogue constructif sur une question de la plus haute importance et la délégation colombienne souhaite se joindre à ses auteurs.

53. M. ANDREEN (Suède), Mme WESTPHALEN (Finlande), M. MELENDEZ (El Salvador) et M. FOLLY (Togo) félicitent le Gouvernement maltais pour son initiative et annoncent que leurs délégations se portent coauteurs du projet de résolution.

54. M. WORONIECKI (Pologne) s'associe aux orateurs qui ont félicité l'Ambassadeur de Malte et le Vice-Président de la Commission. On sait que la Pologne attache une grande importance à la coopération internationale dans le domaine de l'environnement. En 1987, elle a coparrainé un projet de résolution sur cette question. Elle est donc heureuse de se joindre aux auteurs du projet A/C.2/43/L.17/Rev.1.

55. M. BEN MOUSSA (Maroc) rappelle que sa délégation a manifesté son appui inconditionnel à la proposition de Malte dès le premier jour, lorsque le débat a commencé à l'Assemblée générale. C'est aussi au Gouvernement maltais qu'on doit la notion du "patrimoine commun de l'humanité" qui s'est révélée extrêmement utile

/...

(M. Ben Moussa, Maroc)

dans le droit de la mer. Le Maroc est profondément préoccupé de voir que, depuis la révolution industrielle, quelque 140 milliards de tonnes de gaz carbonique ont été rejetées dans l'atmosphère, ce qui peut avoir des conséquences dramatiques sur la température de la planète et l'équilibre des écosystèmes, en particulier du fait d'un réchauffement du climat et de l'élévation du niveau des mers. Ce n'est que récemment que l'humanité a pris conscience du lien qui existe entre les activités humaines et le réchauffement du climat. A cet égard, le Maroc tient à féliciter le Royaume-Uni d'avoir proposé de convoquer une conférence internationale sur cette question en 1989. Il note également avec satisfaction l'appel que le projet de résolution adresse aux Etats Membres pour qu'ils envisagent d'adhérer aux conventions et aux protocoles internationaux portant sur la protection du climat ou des questions connexes. Pour toutes ces raisons, la délégation marocaine est heureuse de se joindre aux auteurs du projet de résolution.

56. Le PRESIDENT invite la Commission à se prononcer sur le projet de résolution A/C.2/43/L.17/Rev.1.

57. Le projet de résolution A/C.2/43/L.17/Rev.1 est adopté.

58. M. LICHTINGER (Mexique) signale une omission dans la version espagnole du projet. Au paragraphe 6, il convient d'insérer le membre de phrase "de todas las fuentes y causas" après "mejor comprensión".

59. M. CHARLES (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation est heureuse d'avoir participé au consensus et qu'elle tient à remercier l'Ambassadeur de Malte de ses efforts. La question de l'évolution du climat est importante et nécessitera des études complémentaires. Les Etats-Unis apportent tout leur soutien au Groupe intergouvernemental de l'évolution du climat. Ils ne pensent pas que le fait d'employer la formule "par l'entremise de" au paragraphe 10 du projet de résolution diminue l'importance du Groupe intergouvernemental. A leur avis, le texte signifie que le Secrétaire général de l'OMM et le Directeur exécutif du PNUE travailleront en collaboration avec le Groupe intergouvernemental, qui est un organe directeur intergouvernemental autonome.

60. Mlle SAAD (Egypte) dit que le Groupe intergouvernemental a été créé par une décision conjointe de l'OMM et du PNUE et qu'il doit donc mener ses activités sous l'égide de ces deux organismes.

La séance est levée à 17 h 10.